

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL du mardi 14 juin 2022

Madame La Présidente,

Dans le cadre de la préparation des nouvelles orientations stratégiques de la DGFIP qui définiront le prochain Contrat d'Objectifs et de Moyens, la Direction Générale, relayée par notre direction locale, propose une pseudo démarche participative concernant l'avenir de la DGFIP, qu'elle qualifie de grand « remue-méninges ».

L'ensemble des agents sont invités à répondre « librement » à différents questionnements tels que l'organisation territoriale de la DGFIP, le périmètre des missions, les méthodes de travail au sein des services et des conditions d'exercice de nos missions ou encore les relations avec les usagers et partenaires. Les personnels sont également invités à réfléchir aux forces et faiblesses de notre administration... Tout un programme !

Notre avis sur nos structures, nos missions, nos emplois, nos conditions de travail, pris en compte ? Vraiment ?

Pour les plus jeunes agents, cette démarche participative est inédite mais pour celles et ceux qui ont vécu la création de la DGFIP, elle doit rappeler quelques souvenirs. En effet, une forme de démarche participative avait été proposée en 2009 pour l'élaboration du Document d'Orientation Stratégique (DOS). Déjà à l'époque, notre syndicat avait été perplexe devant une telle démarche participative alors que de toutes parts, les repères de nos deux anciennes administrations étaient bousculés par une fusion menée tambour battant. L'issue des travaux nous donna raison, car au final ce ne fut qu'un outil de communication interne qui ne modifia rien au fond des orientations prédéfinies à l'époque par le gouvernement et par notre administration. Seul bémol, cet exercice a permis à peu de frais de valoriser l'implication des personnels et leur travail, mais sans résonance réelle sur le quotidien de toutes et tous.

La version de 2009 cherchait l'illusion et visiblement celle de 2022 ne semble pas si différente. Cette dernière s'inscrit totalement dans la continuité des débats citoyens et participatifs, réalisés sous le premier quinquennat du président de la République, notamment suite aux mobilisations des gilets jaunes et sur les questions climatiques. Force est de constater que de ces débats, aucune des propositions alternatives (portées notamment sur les questions climatiques), n'a été prise en compte et encore moins mise en œuvre.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur cette démarche issue du management du secteur privé. Comment pourrait-il en être autrement à la DGFIP ? D'autant plus que depuis des années, **Solidaires Finances Publiques** n'a cessé de dénoncer, de combattre les réformes engagées telles que le NRP, la démétropolisation ou relocalisation, les Lignes Directrices de Gestion. Depuis le début, nous avons mis en avant la logique de casse des missions, de perte de technicité, de perte de repère, de dégradation des conditions de travail pour les personnels. La Direction Générale n'est donc pas sans connaître les causes profondes des problèmes et les solutions possibles, comme elle ne peut pas oublier l'observatoire interne qui met également en lumière l'état des lieux des missions, des structures, des emplois, des conditions de travail, les difficultés du réseau et le mal-être des agents.

Nous avons porté la parole des personnels en écoutant les agents. À chaque fois, nous avons dénoncé et combattu l'inacceptable. La DG continue à dérouler son plan d'action dans le mépris

le plus total des usagers, des personnels et du dialogue social ! Et aujourd'hui, elle voudrait faire croire aux agents que cela changerait avec une démarche participative ? Personne ne peut être dupe !

La Direction Générale prétendrait relayer les attentes, les préoccupations et les propositions des agents selon le message du Directeur Général du 18 mai 2022. Mais comment compte-t-elle y répondre concrètement ? Mystère !

Par ailleurs, comment pouvons-nous être assurés que ce qui ressortira de ce « remue-ménages » ne sera pas altéré, dénaturé dans le sens de leur propre stratégie ? Comment se fait-il que la DG ait lancé cette opération dans le plus grand secret, sans en informer préalablement les organisations syndicales ? Avait-elle peur que nous lui proposons une méthode de travail permettant de mieux tracer les retours, de mieux valoriser les positions de tous, de mieux associer non pas les individualités mais de faire réfléchir les collectifs de travail au service de l'intérêt général ?

Nous n'oublions pas non plus que suite au protocole d'accord sur la reconnaissance des agents, un rendez-vous indemnitaire a été acté le 7 juillet prochain. La DG sait que ce rendez-vous est d'importance pour les personnels au vu de la perte incessante de leur pouvoir d'achat depuis des décennies et de l'inflation galopante. En organisant ce « remue-ménages », la DG ne vise-t-elle pas à détourner l'attention de tous et à minimiser, au regard des contraintes budgétaires, les possibilités de revalorisation ? Pour **Solidaires Finances Publiques**, il est clair que le rendez-vous du 7 juillet ne peut être parasité par de faux-semblants et par une pseudo démarche participative, qui laisserait planer d'hypothétiques solutions en dehors de tout cadre collectif concerté. Car, oui, pendant ce temps-là, continue inlassablement et sans vergogne la mise en œuvre de toutes les réformes engagées telles que le NRP, la démétropolisation ou relocalisation, les Lignes Directrices de Gestion, la contractualisation, etc. Réformes que nous dénonçons et combattons en mettant en avant la logique de casse des missions, de perte de technicité, d'industrialisation des tâches, de perte de repères, de dégradation des conditions de travail pour les personnels, et, sans être très souvent pour ne pas dire jamais écoutés et, pire, entendus. Ces réformes n'ont pour but que de vider la DGFIP d'une grande partie de ses missions en les externalisant ou en les privatisant : nous sommes résolument pour le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, avec également le maintien de toutes nos structures de proximité avec un véritable accueil selon les besoins des usagers. Nous dénonçons par ailleurs, au-delà de la destruction du réseau de proximité, l'industrialisation des tâches notamment avec la mise en place des SGC, et le regroupement des SIP et des SIE.

Nous n'oublions pas non plus qu'une des conséquences de la mise en œuvre de ces réformes est la suppression de plusieurs milliers d'emplois (24000 en 10 ans) et ce n'est pas les plus de 6000 emplois (tenant compte des temps partiels, et 3438 en réel) non pourvus à l'issue des mouvements nationaux de cette année qui vont nous rassurer sur l'avenir...

Vous l'avez bien compris, Madame AMPE, si nous sommes là aujourd'hui, c'est pour vous répéter inlassablement que le triptyque Missions-Structures-Emplois est notre fil rouge pour la survie à terme de la DGFIP telle que nous la défendons depuis des années. **Solidaires Finances Publiques Aveyron** continuera également à défendre un véritable service public de proximité.

A ce titre, nous vous joignons avec la présente déclaration liminaire l'alerte solennelle de notre syndicat lors de son dernier Congrès, intitulée « Pour une DGFIP renforcée, reconnue et réhumanisée au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale » ! Nous vous invitons à la lire avec attention et nous vous demandons de l'annexer au procès-verbal de ce CTL.

Pour conclure, Madame la Présidente, **tout ne va pas bien dans notre département.**

N'oublions pas que vous êtes responsable de la santé physique et psychologique des agents de la DDFIP de l'Aveyron que vous exposez à des risques matériels et psycho-sociaux avec vos décisions de Directrice départementale...

En ces temps difficiles, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** continuera encore et toujours d'exiger en toute circonstance que l'humain soit placé au cœur des problématiques afin que le préventif demeure la priorité et que la prise en compte des conditions de travail devienne l'essentiel !